

DW Freedom

*The Media Development
Think Tank*

L'état du
développement des
médias en Afrique
subsaharienne : un
rapport régional

DW Freedom

The Media Development Think Tank

Empreinte

Éditeur

Deutsche Welle, Bonn
53110 Bonn
Allemagne

Publié

Août 2026

Responsable

Carsten von Nahmen

Auteur

Senakpon Gérard Guèdègbé

Relecture

Loveday Wright

Rédacteur en chef

Rose Kimani

Infographies

Barbara Scheid

Résumé exécutif

Aperçu de la région

Le paysage médiatique de l'Afrique subsaharienne (SSA) navigue dans un écosystème difficile caractérisé par l'instabilité politique, la fragilité économique et des changements technologiques rapides.

Selon l'évaluation 2025 de Reporters sans frontières (RSF)¹, la concentration de la propriété des médias en Afrique pose une préoccupation importante, avec une baisse de 80 % des scores économiques des médias africains. La propriété par des dirigeants politiques et des entités privées conduit fréquemment les salles de rédaction à s'autocensurer, sapant directement l'indépendance éditoriale et, dans certaines circonstances, conduisant à la résiliation des licences de diffusion.

Les structures commerciales des médias grand public se sont effondrées dans leur format traditionnel à mesure que les marchés publicitaires diminuent et que les plateformes numériques et les nouveaux créateurs de contenu gagnent en importance. Les réalignements géopolitiques, notamment dans la région du Sahel (Niger, Burkina Faso, Mali), ont intensifié la propagande et les tactiques de désinformation. Malgré les défis structurels et économiques persistants, les médias d'intérêt public continuent de servir de point de référence central pour l'information en Afrique subsaharienne, en particulier lors de moments critiques tels que les élections, les urgences et les débats de politique publique. Les preuves montrent que la consommation d'informations tend à augmenter lors des grands événements politiques, les publics s'appuyant sur des sources médiatiques crédibles pour naviguer dans des environnements d'information complexes (Newman et al., 2024). De plus, les médias indépendants jouent un rôle crucial dans la promotion de la responsabilité, de la transparence et la participation citoyenne informée, renforçant ainsi leur pertinence démocratique durable (Thomson Reuters Foundation, 2023 ; UNESCO, 2022).

Méthodologie

Cette étude combinait des méthodes qualitatives et quantitatives. Dix entretiens approfondis (environ une heure chacun) ont été menés avec des organisations de développement des médias opérant dans divers contextes sociopolitiques en Afrique subsaharienne. Les entretiens ont abordé trois piliers thématiques : le financement, **l'appropriation** locale et l'adaptation. Ces résultats ont été complétés par des enquêtes menées par des organisations de développement des médias à travers le continent et des recherches documentaires.

Résumé des résultats

Financement

Les organisations de développement des médias traversent une grave crise de financement des donateurs, aggravée par l'instabilité géopolitique et la réduction des principales sources d'aide étrangère. Moins de 10 % des organisations interrogées ont déclaré avoir reçu un financement suffisant, et les organisations locales sur le continent témoignent qu'il y a eu une réduction du financement au cours des cinq dernières années. La plupart des groupes se sont plaints de la difficulté importante à couvrir les coûts d'exploitation, car seuls les donateurs financent les coûts des activités des projets. Cela implique des problèmes pour maintenir leurs opérations et leur structure organisationnelle en vie.

La fermeture soudaine des fonds américains, qui étaient auparavant une pierre angulaire de l'aide médiatique, a entraîné des suspensions généralisées de projets, des licenciements de personnel et des dommages à la réputation de nombreuses organisations.

Les priorités clés qui émergent de ce chapitre incluent :

- Obtenir **un financement de base et flexible** pour améliorer la durabilité institutionnelle.
- **diversifier les sources de revenus** par l'innovation, le développement des capacités de prestation de services et la collaboration avec des organisations locales de soutien.
- **soutenant le journalisme d'investigation et l'intégration de l'IA** pour accroître la compétitivité.

- **investir dans les médias et la littératie informationnelle** pour lutter contre la désinformation. Parmi les exemples innovants figurent les projets de financement hybride du Burkina Faso et les initiatives de revenus technologiques du Nigeria.

L'appropriation locale

Les systèmes persistants pilotés par les donateurs ont réduit la contextualisation des projets et compromis la durabilité. Moins d'une organisation sur cinq interrogée estime avoir une influence significative sur les priorités des projets. Selon eux, la plupart des projets sont conçus et planifiés à l'étranger, les acteurs locaux étant limités à leurs tâches de mise en œuvre. Cette situation génère régulièrement des désaccords, qui conduisent fréquemment à de mauvais échanges avec les partenaires locaux sur des questions fondamentales pour les bénéficiaires.

Les priorités clés identifiées sont :

- développer des systèmes qui **priorisent la participation des partenaires locaux à la conception et à la prise de décision des projets.**
- **Augmentation de la capacité** organisationnelle à gérer les fonds en tant que bénéficiaires principaux.
- **améliorer l'accès au financement opérationnel** afin de protéger la mémoire institutionnelle et de maintenir les réalisations après la fermeture des projets.
- **construire des partenariats fondés sur la confiance et l'expertise contextuelle.** Certaines organisations ont utilisé des tactiques de négociation pour concilier les concepts des donateurs avec les réalités locales, démontrant ainsi de bonnes pratiques.

Adaptation

Le secteur des médias tente de s'adapter à la baisse des revenus, à la transformation numérique, à l'adoption de l'intelligence artificielle, à l'afflux de créateurs de contenu en ligne et à des environnements juridiques de plus en plus restrictifs. L'augmentation des agendas politiques de certains donateurs impacte l'efficacité des programmes et oblige les organisations à réduire leurs objectifs attendus en tant que forme de résilience.

DW Freedom

The Media Development Think Tank

Les priorités clés incluent :

- **développer des modèles économiques durables** tirant parti de l'IA et des outils numériques.
- développer la capacité des organisations de développement média **à obtenir des sources de revenus supplémentaires.**
- développer **des alliances** stratégiques pour résister à une législation répressive.
- **renforcer la** résilience grâce à la cybersécurité, la formation à la sécurité et l'utilisation éthique de l'IA.
- Passage d'interventions fragmentées et à court terme à un **soutien systémique et structurel**

Recommandations clés

Voici les recommandations du rapport :

Financement

1. Allouer des fonds de base pour renforcer la durabilité institutionnelle des organisations locales
2. Soutenir l'innovation dans les modèles économiques, y compris les outils pilotés par l'IA et la transformation numérique pour les organisations médiatiques
3. Promouvoir la diversification des écosystèmes de financement locaux, y compris l'engagement du secteur privé

L'appropriation locale

1. Impliquer les parties prenantes locales dès les premières étapes de la conception du projet
2. Renforcer la capacité organisationnelle des acteurs locaux pour qu'ils soient les principaux bénéficiaires des subventions
3. Favoriser des partenariats équitables qui valorisent la connaissance contextuelle
4. Accroître la flexibilité des mécanismes de financement pour répondre à l'évolution des besoins locaux

Adaptation

1. Adopter une approche holistique et systémique du développement des médias au-delà des interventions basées sur des projets
2. Soutenez les organisations médiatiques dans le développement de modèles économiques innovants qui répondent à leurs marchés locaux
3. Renforcer les capacités techniques et éditoriales, y compris une intégration éthique de l'IA
4. Renforcer la sécurité et la résilience du journalisme dans des environnements répressifs
5. Soutenir les programmes à long terme protégeant l'intégrité de l'information

Aperçu de la région

À travers le continent, le secteur des médias fait face en grande partie à des défis de survie façonnés par l'érosion des sources de revenus, des sauts technologiques rapides, notamment avec l'intelligence artificielle, et des cadres juridiques plus répressifs. Le modèle économique des médias traditionnels est une infrastructure fragmentée dans laquelle la survie dépend de marchés publicitaires asséchés, de financements provenant de sources non déclarées (groupes politiques ou autres), de subventions philanthropiques et publiques, ainsi que de sources de revenus résiduels en ligne.

Reporters sans frontières a souligné que la propriété des médias en Afrique est concentrée entre les mains de quelques groupes privés liés aux puissants et à des individus ayant des liens politiques, compromettant la liberté éditoriale des rédactions (Reporters sans frontières, 2025).

Selon une enquête menée en 2025 par le programme de recherche CivicSignal 2 de Code for Africa (CfA), les impacts économiques à long terme de la COVID-19 continuent d'avoir un impact significatif sur les écosystèmes médiatiques communautaires africains. Sur la base des données de 42 organisations médiatiques dans 11 pays, l'étude révèle que 35 % des médias communautaires connaissent encore des baisses de revenus publicitaires de plus de 20 %, soulignant la persistance des perturbations du marché cinq ans après la pandémie. La situation est tout aussi préoccupante pour les sources dépendantes des donateurs, la moitié ayant déclaré des pertes supérieures à 20 % de financement par subvention depuis 2020, ce qui indique une diminution continue du soutien financier externe.

Une caractéristique récemment visible du paysage médiatique de l'Afrique subsaharienne (SSA) a été l'afflux intrusif de contenus de propagande par les médias d'État chinois et russes, alors que les écosystèmes d'information locaux font face à l'instabilité économique, aux perturbations numériques et aux réalignements géopolitiques. Dans un article intitulé La stratégie de la Chine pour façonner l'espace médiatique africain³, publié par l'African Center for

Strategic Studies (2024), Paul Nantulya explique comment le parti au pouvoir chinois utilise le soutien financier aux médias africains, aux accords de partage de contenu et aux programmes de formation des journalistes pour promouvoir ses récits, ses politiques et ses normes à travers le continent. Selon Aukia, Cissé, Pihl et Wiker (2025) dans *Strings Attached : China's narrative influence in Sub-Saharan Africa* (Hybrid CoE Research Report 13)⁴, la Chine et la Russie déploient des stratégies médiatiques et narratives coordonnées en Afrique dans le but de remodeler les perceptions du pouvoir mondial, du développement et de la gouvernance. L'article démontre que les deux pays se présentent comme des alternatives crédibles à l'influence occidentale en mettant l'accent sur la multipolarité, l'anti-impérialisme et la coopération Sud-Sud, tout en critiquant les alliances occidentales comme exploitantes ou hypocrites. Ces récits sont diffusés via un vaste réseau incluant l'expansion des médias d'État, la collaboration avec des médias africains, des programmes de formation pour journalistes et des investissements dans les infrastructures numériques.

Méthodologie

L'approche méthodologique de cette étude suivait trois étapes. La première partie consistait en la collecte d'analyses qualitatives issues d'organisations de développement des médias basées en Afrique subsaharienne et opérant dans différents contextes sociopolitiques et réglementaires. Des entretiens d'une durée moyenne d'une heure chacun ont été menés avec des organisations ayant une présence nationale et régionale. Dans ce rapport régional, 10 répondants opérant du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Ghana, du Kenya, de la Namibie, du Nigeria, de l'Ouganda et du Zimbabwe ont répondu à des questions couvrant les trois principaux sujets de financement, **d'appropriation** locale et d'adaptation.

La deuxième partie de l'étude a collecté des données quantitatives via une enquête distribuée aux organisations du secteur du développement des médias. Ces données ont été associées à des recherches de bureau mises à jour et contextuelles pour fournir une évaluation complète et fondée sur des preuves de l'état du développement des médias en Afrique subsaharienne.

Financement : Quelle est la situation financière des organisations de développement des médias en Afrique subsaharienne ?



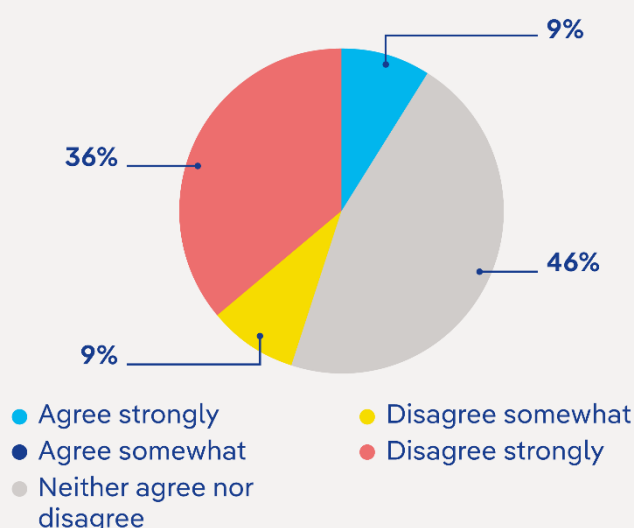
De nombreux médias dans les pays d'Afrique subsaharienne se retrouvent en mode survie en raison de coupes budgétaires sévères. Ici, un présentateur est parlant dans une station de radio à Garoua, au Cameroun. Crédit : picture alliance/ Heiner Heine

Principaux enjeux

1. Diminution du financement des donateurs

Presque tous les personnes interviewées ont vu leur financement diminuer au cours des cinq dernières années, et les coupes budgétaires américaines ont compromis la plupart des plans stratégiques des organisations de développement médiatique. Seules 9 % des organisations de développement des médias indiquent dans l'enquête disposer de fonds suffisants, et toutes ont déclaré qu'il y a eu une réduction de 10 % du financement en 2025 par rapport à 2024. Des organisations au Zimbabwe, au Kenya et en Côte d'Ivoire sont des exemples de référence, entre autres.

Only 9% of media development organizations indicate having sufficient funding (n = 11)



Aucune organisation parmi les personnes interrogées n'a nié avoir subi de multiples coupes de financement de la part des donateurs traditionnels au cours des cinq dernières années. Un acteur local du développement des médias en Afrique australe a déclaré que DW Akademie avait, en moyenne, réduit son financement au cours des deux dernières années d'environ 15 à 20 %, tandis qu'une autre organisation active dans la lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest a enregistré un déficit de financement d'environ 300 000 € (340 000 \$) en 2024-2025. Cette tendance s'est maintenue sur tout le continent, avec des disparités notées entre partenaires locaux.

Figure 1 : Seulement 9 % des organisations de développement des indiquent

-10 %

Réduction moyenne des fonds dans les médias

Organisations de développement (n = 10)

Les raisons de la baisse du financement sont assez diverses. Dans certains cas, des organisations locales ont déclaré que l'Union européenne et la plupart des pays de l'UE avaient pris la décision d'accroître leur soutien militaire à l'Ukraine dans la guerre contre la Russie. Une organisation représentant la région d'Afrique australe estime que la décision du gouvernement suédois⁵ de fermer ses ambassades au Zimbabwe et au Libéria à compter de 2026 « en partie en raison d'un accent accru mis sur le soutien à l'Ukraine », nuira sans aucun doute au financement des activités civiques. Des partenaires bilatéraux et multilatéraux ainsi que des ONG internationales ont également annoncé la réduction de l'ampleur de leur soutien financier et un changement majeur dans leur approche d'investissement, selon un interrogé au Ghana. Le Foreign Commonwealth Development Office (FCDO) du Royaume-Uni fait une transition d'un donateur orienté vers le développement vers ce qu'ils appellent « adopter une approche d'investissement », selon une organisation régionale en Afrique australe. L'agence néerlandaise de développement, en revanche, a fait une déclaration suggérant une réduction de la gouvernance et du financement des droits humains.

Le « cauchemar » de l'USAID

L'annonce soudaine de l'administration Donald Trump de fermer totalement l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a été perçue comme un coup dur pour les organisations de développement des médias en Afrique subsaharienne, selon une organisation de développement des médias opérant au Zimbabwe. Il est important de noter, selon Reporters sans frontières⁶, que le gel des financements de l'USAID a créé un écart de plus de 268 millions de dollars destiné à soutenir les médias indépendants et la libre circulation de l'information à l'échelle mondiale.

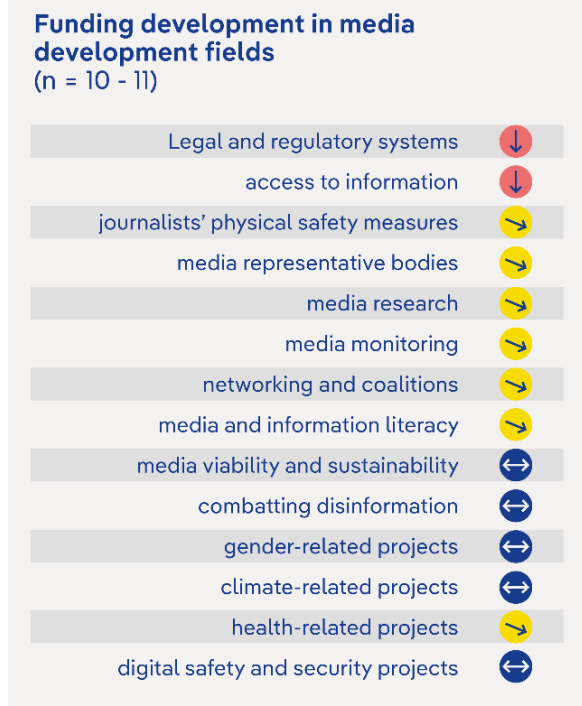


Figure 2 : Financement du développement dans les domaines du développement des médias (n = 10-11)

La situation chaotique résultant des coupes budgétaires de l'USAID a imposé des scénarios différents tant aux organisations locales qu'aux partenaires internationaux de développement. La plupart des projets en cours de financement de l'USAID ont été arrêtés lors de leur mise en œuvre, provoquant des perturbations dans la planification stratégique des partenaires locaux et dans les opérations sur le terrain. Par exemple, une organisation locale s'est sentie obligée d'annuler une importante initiative de renforcement des capacités pour les journalistes d'investigation en Afrique de l'Est au stade de la planification parce que le National Endowment for Democracy, qui soutenait l'initiative, ne recevait plus de financement de l'USAID. Il en allait de même pour les projets d'une autre organisation financés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et la criminalité. Comme l'a exprimé une organisation d'Afrique australe :

« L'année précédant la coupe des fonds américains, nous avons obtenu en contrat une valeur jusqu'à près de 5 millions de dollars. Avec les coupes de l'USAID et les pressions subséquentes des donateurs restants pour qu'ils fassent une pause et repensent leur propre stratégie, nous sommes à moins de 600 000 \$ en termes de contrat réel, sur 5 millions. Le financement était structuré de manière à ce que l'USAID soit le plus grand bailleur, et que d'autres donateurs arrivent comme mécanismes auxiliaires et de soutien au principal fonds central américain. Ainsi, une fois le fonds grand public effondré, ils se sont aussi retirés et ont collecté leurs fonds. »

Lorsque l'ambassade américaine a émis l'avertissement « must stop », les ONG basées en Côte d'Ivoire qui développaient des programmes d'éducation civique pour les jeunes afin de lutter contre la désinformation en ligne pendant les élections n'ont pas pu mener à bien leur projet. De nombreuses organisations ont subi des dommages à leur réputation parce qu'elles n'ont pas pu répondre aux attentes des bénéficiaires concernant les activités prévues. La plupart des travailleurs qualifiés exploitant des projets avant l'effondrement des fonds ont été licenciés ou, dans le meilleur des cas, réaffectés comme consultants à temps partiel.

2. Le manque de flexibilité dans l'allocation des financements touche l'agenda local

Les partenaires locaux ont reconnu qu'il est difficile de répondre à certains besoins locaux identifiés lors de la mise en œuvre du projet car les financements des donateurs sont destinés à des projets et activités spécifiques. Les résultats de l'enquête le confirment, plus de la moitié des organisations interrogées expliquant qu'il existe un décalage important entre les agendas des donateurs et les besoins locaux.

Par exemple, une organisation en Côte d'Ivoire a partagé que, pour répondre aux besoins locaux, elle proposait de former de jeunes podcasteurs à promouvoir l'engagement civique en ligne. Cependant, le donateur a choisi de poursuivre un atelier de renforcement des capacités préconçu, malgré le fait qu'il ne correspondait pas parfaitement au besoin local identifié.

De plus, le financement de certaines zones a diminué ou est resté le même. Dans aucun domaine les organisations ne constatent que le financement a augmenté.

3. L'alignement géopolitique et les crises politiques affectent les opportunités de financement

Selon une organisation régionale de renforcement des capacités, les partenaires locaux de la région du Sahel (Afrique de l'Ouest et centrale) ont été privés de financements importants en raison du choix des pays respectifs de développer des partenariats prioritaires avec la Russie plutôt qu'avec la France, l'ancienne puissance coloniale. Cette organisation a observé que les réalignements géopolitiques régionaux sont directement responsables de la baisse de financement observée par les partenaires locaux à travers le Sahel. Un répondant opérant dans la région a déclaré que les partenaires locaux ont été négativement impactés par le départ

brutal d'organisations gouvernementales françaises telles que Canal France International (CFI). Bien que certaines organisations aient reçu un soutien de la Russie, ce soutien n'est pas suffisant pour compenser les financements perdus.

Besoins et priorités actuels

Les conjonctures économiques auraient pu suffire à justifier l'arrêt du développement des médias, pourtant des acteurs clés prennent des décisions cruciales pour résister au déclin des financements des donateurs dans le secteur.

1. Remaniement du financement et décisions salvatrices

Avec la crise de financement persistante, les organisations ont décidé de se concentrer sur les besoins les plus urgents pour maintenir le travail dans les médias d'intérêt public. Cela consiste à réorienter les fonds disponibles vers des questions jugées nécessaires pour maintenir le bateau à flot. Une organisation d'Afrique australe a décidé de maintenir son fonds de défense des médias actif en raison des attaques continues contre les journalistes dans sa région. En Ouganda, les organisations locales n'embauchent que des consultants à temps partiel au lieu de garder un personnel permanent, même si de telles décisions minimisent leur performance en matière de développement durable des capacités. Au Ghana, une organisation a réduit son format de formation pour remplacer le format de formation à long terme qu'elle utilisait auparavant. Le format de formation initial comprenait des cours en classe, du travail de terrain, du mentorat et la distribution de subventions aux stagiaires pour mener des projets de reportage indépendants. Cependant, avec les coupes budgétaires, l'organisation a décidé de ne conserver que l'enseignement en classe, en s'attendant à ce que les bénéficiaires utilisent les compétences acquises pour poursuivre la mission dans leurs médias.

2. Développer des capacités internes pour capter des financements alternatifs

La plupart des organisations de développement des médias ont trouvé les défis financiers persistants quelque peu révélateurs, certaines ayant saisi l'opportunité de travailler sur des projets rares financés par des donateurs afin de renforcer leur capacité et acquérir une expertise dans des domaines qui leur permettent d'obtenir des fonds alternatifs, mais substantiels. Par exemple, au Sahel, une organisation spécialisée dans la lutte contre la

désinformation a constamment opté pour un modèle de financement hybride dès le début de ses activités en 2020. Ils réunissent près de 90 % de leur financement opérationnel en fournissant des services de formation sur la vérification des faits, la gestion des risques d'information et en menant des recherches pour des entités publiques et privées en tant que consultants. Dans un autre exemple, une organisation nigériane utilise son positionnement et ses capacités uniques pour élargir son portefeuille :

« Notre approche innovante a conduit au développement des technologies médiatiques, nous permettant d'offrir des services de formation. Nous avons réalisé que nous avons une capacité supérieure à celle de la plupart de nos homologues pour mettre en œuvre des technologies et des outils de données qui servent à dissuader la désinformation au bénéfice des entreprises confrontées à des défis de réputation. Nous réduisons encore l'architecture pour construire une banque de données afin de générer des sources de revenus supplémentaires issues des données retraitées vers les entreprises, centres de recherche, organisations éducatives et même médias. »

3. Développer davantage de partenariats avec des bailleurs de fonds potentiels au niveau local

Avec les restrictions de financement des donateurs internationaux, les organisations de développement des médias ont commencé à chercher des options de financement locales en contactant des entités nationales ou régionales qu'elles avaient auparavant négligées. Il peut s'agir d'organisations non gouvernementales (ONG), d'entreprises qui distribuent leur argent, ou d'associations professionnelles offrant bénévolement leur temps et leur expertise pour aider les journalistes à traiter les problèmes les plus graves auxquels leur profession est confrontée. La Fondation Star Ghana au Ghana est devenue un bailleur de confiance pour aider à développer le travail des organisations de développement des médias dans la littératie médiatique et informationnelle. Un répondant au Kenya collabore avec un groupe d'avocats engagés qui offrent un soutien juridique aux journalistes dans le besoin.

45 %

**Pourcentage moyen de financement
provenant de fonds non-ODA (n = 11)**

privé en est encore à ses débuts, principalement parce que la nécessité de coexister dans une démocratie fonctionnelle n'est pas encore pleinement acceptée. En conséquence, le secteur privé se montre prudent quant à l'idée de soutenir le travail médiatique, car cela peut entraîner des mesures punitives qui pourraient nuire à leur entreprise.

Cependant, il est crucial de se rappeler que certains donateurs potentiels ont encore besoin d'une motivation supplémentaire pour contribuer. Au Zimbabwe, comme dans la plupart des pays de la région, les ONG locales estiment que le soutien du secteur

Que faire ?

Inspiration pour les donateurs

1. Accroître la flexibilité dans l'allocation des fonds afin de permettre aux organisations de répondre aux priorités émergentes.
2. Fournir davantage de financements institutionnels et de base pluriannuels pour renforcer la durabilité organisationnelle au-delà des cycles de projet.
3. Investir dans des modèles économiques innovants et contextuels pour améliorer la durabilité à long terme des organisations médiatiques.

Inspiration pour les organisations de développement des médias

1. Renforcer les capacités internes pour développer des mécanismes de financement innovants et diversifiés.

2. Diversifier les revenus grâce au conseil, à la recherche, à la formation, aux services pilotés par l'IA et à des partenariats stratégiques, réduisant ainsi la dépendance au financement des donateurs.

L'appropriation locale : Comment se situe l'équilibre entre les agendas de développement des médias internationaux et régionaux/locaux en Afrique subsaharienne ?



La fumée s'élève sur Khartoum. Dans le contexte des conflits, il est particulièrement important de donner la priorité aux perspectives des personnes concernées. Crédit : Marwan Ali (picture alliance / ASSOCIATED PRESS)

Les données sur **l'appropriation locale** montrent un secteur structurellement limité mais partiellement inclusif. De nombreuses organisations affirment être impliquées dans la coordination et la communication de leur travail. Néanmoins, des indicateurs plus profonds comme le financement de la concurrence, l'autorité de fixation de l'agenda et la disponibilité des données indiquent des disparités structurelles entre acteurs locaux et internationaux. Comme l'a exprimé un interviewé d'Afrique australe :

« Je m'attendrais à ce qu'il y ait une compréhension du cadre local et des infrastructures et que le financement soit structuré autour de cela. Les principes de l'OCDE sont très clairs sur le plan ascendant, mais malheureusement, ce n'est pas le cas. La conception du financement reflète toujours les donateurs et non la réalité médiatique. »

Principaux enjeux

1. Les projets sont structurés selon les protocoles des donateurs

L'opinion partagée était partagée par tous les acteurs du développement des médias interviewés selon laquelle l'insistance sur les protocoles et directives des donateurs nuit à la propriété locale, à l'impact des projets sur le terrain ainsi qu'à la durabilité. D'après les données de l'enquête, moins de 20 % des organisations déclarent qu'elles ont un rôle significatif dans la définition des priorités de projet.

Ils ont souligné que la plupart des projets sont élaborés à l'étranger, et que les partenaires locaux sont simplement cooptés comme agents de mise en œuvre ou « employés des donateurs », comme l'a

Less than 20% of organizations say they are given a meaningful role in setting project priorities
(n = 11)

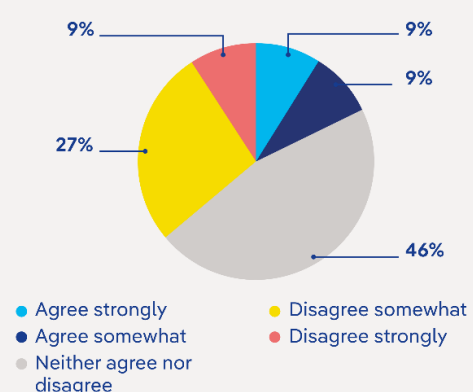


Figure 3 : Moins de 20 % des organisations déclarent qu'elles jouent un rôle significatif dans la définition des priorités des projets (n = 11)

formulé une organisation. Un exemple a été partagé par une organisation ghanéenne : « Nous avons eu un projet de formation sur l'intégrité de l'information, et le donateur l'a conçu, affirmant que la désinformation n'est pas un problème au Ghana mais que l'accès à l'information est plutôt le défi. Cependant, localement, nous savons que c'est la désinformation qui est désormais la préoccupation majeure. Enfin, nous n'avons pas pu trouver de juste milieu car ils l'ont conçu dans leur contexte, pensant que l'accès à l'information et la modération des plateformes constituent un goulot d'étranglement à la liberté d'expression. Nous avons soutenu que former des journalistes ou des influenceurs à l'accès à l'information serait un gaspillage d'argent. Au final, nous les avons laissés partir car nous avons estimé que ce serait une perte de temps et de ressources. »

En Afrique de l'Ouest, un autre répondant estime que DW Akademie aurait fait de son organisation un rôle plus précieux si une partie des documents administratifs et des documents de rapport avait été alignée sur leurs protocoles internes.

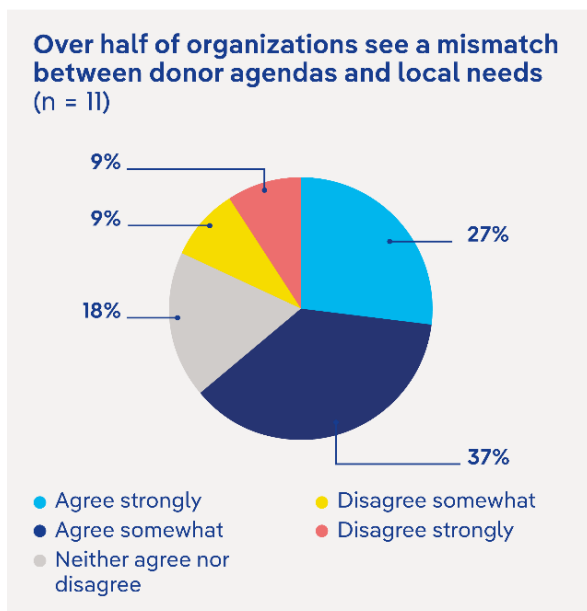


Figure 4 : Plus de la moitié des organisations constatent un décalage entre les agendas des donateurs et les besoins locaux (n = 11)

2. Le manque de contextualisation augmente le risque de décalage et ruine la l'appropriation

La contextualisation de la conception du projet et la participation aux pré-appels avec les partenaires locaux sont souvent négligées par les donateurs, selon la majorité des organisations de développement médiatique interrogées. Plus de la moitié des organisations interrogées constatent un décalage entre les agendas des donateurs et les besoins locaux.

Sans une compréhension approfondie des réalités locales grâce à des évaluations rigoureuses des besoins avec des partenaires locaux, les donateurs peuvent passer à côté des besoins pertinents à résoudre. La conséquence indéniable est un décalage croissant entre les

agendas des donateurs et les besoins locaux, les principes des partenaires ou les lois nationales. Des exemples sont très instructifs, comme la situation avec des organisations au Burkina Faso et en Ouganda, où une proposition de projet visant à amener les questions relatives aux droits des communautés LGBTQ+ dans la discussion publique est devenue une mission impossible en raison de l'opinion publique locale et de la législation qui n'étaient pas ouvertes à de tels projets.

Néanmoins, certaines organisations locales utilisent leurs compétences en négociation pour inclure certains besoins locaux dans des projets de donateurs préconçus.

3. Les partenaires locaux ne sont presque jamais sélectionnés comme principaux bénéficiaires des fonds

La plupart des organisations ont déclaré qu'elles sont rarement autorisées à postuler au financement en tant que demandeurs principaux, car les normes de la plupart des bailleurs de fonds jugent leur capacité insuffisante pour gérer certaines échelles de financement. Malheureusement, cette situation entraîne une forte concurrence entre les organisations locales et internationales de développement des médias. Selon l'enquête, près des deux tiers (64 %) des organisations locales et régionales ont directement connu la concurrence des ONG internationales pour le même financement.

La plupart des répondants ont soutenu que cet environnement concurrent limite le contrôle de leur organisation sur l'orientation et l'impact des projets. Cependant, une organisation opérant en Afrique de l'Ouest a indiqué que les partenaires locaux sont parfois mis en avant comme candidats principaux pour

concevoir, planifier et mettre en œuvre certains projets financés par des donateurs et, dans de tels cas, avoir la possibilité de couvrir les sujets et domaines qu'ils jugent les plus adaptés aux besoins locaux. Une organisation de formation aux médias d'Afrique de l'Est estime que la préférence des donateurs pour les ONG multinationales en tant que bénéficiaires principaux

64 %

Près des deux tiers des organisations ont connu la concurrence des organisations internationales pour le même financement (n = 11)

des fonds compromet les capacités des organisations médiatiques locales en leur refusant la possibilité d'assumer des responsabilités majeures dans le cycle de gestion de projet.

La plupart des financements européens préféreront les ONG internationales, comme la Fondation Hironnelle, Canal France International (CFI), etc., comme principaux bénéficiaires plutôt que de faire confiance à une organisation locale. Il en va de même pour l'USAID de l'époque, qui a choisi le National Endowment for Democracy pour gérer ses fonds en Afrique. Selon les résultats de l'enquête, la plupart des organisations estiment que les déséquilibres dans l'industrie du développement des médias s'aggravent.

Cependant, certains partenaires locaux ont reconnu que leur capacité à diriger de grands consortiums d'organisations locales est souvent entravée par leur manque d'expertise technique et un bilan de gestion de projet réussie.

4. Le manque de financement de base affaiblit les partenaires locaux et nuit à la durabilité

Les données montrent que les organisations consacrent en moyenne 22 % de leur budget aux frais généraux, tandis que la plupart des fonds donateurs n'intègrent plus les fonds de base qui contribuent à renforcer les capacités internes et à répondre aux besoins urgents identifiés par les partenaires locaux.

22 %

Pourcentage moyen des frais généraux (n = 10)

Les organisations médiatiques interrogées ont précisé que la principale source de revenus pour les opérations quotidiennes de leurs organisations a été le financement de base fourni par les partenaires de développement. Cependant, les restrictions

aux donateurs ont commencé avec la réduction du financement de base des organisations médiatiques immédiatement après la pandémie de COVID-19 et le déclenchement du conflit en Ukraine. La plupart des organisations n'ont pas pu payer leurs frais d'exploitation ni conserver des employés permanents en l'absence de sources de financement alternatives.

Une organisation médiatique locale au Ghana a déclaré que le manque de financement de base affecte non seulement l'organisation, mais constitue un facteur néfaste pour les projets qu'elle

a mis en œuvre, car elle ne peut pas se permettre d'organiser des visites sur le terrain pour effectuer des exercices de suivi afin d'assurer la durabilité.

Besoins et priorités actuels

1. Développer des sources de revenus alternatives

Les organisations locales ont déclaré qu'il ne suffit pas de se plaindre du manque de financement de base et que la plupart d'entre elles cherchent des moyens de soutenir le journalisme d'intérêt public. Selon l'enquête, 20 % d'entre eux ont augmenté leurs activités d'acquisition de fonds.



Figure 5 : Seulement 20 % des organisations ont augmenté leurs activités d'acquisition de fonds (n = 10)

Même si le nombre d'organisations augmentant leurs efforts de financement n'est pas important, il est important de mettre en lumière les dynamiques évolutives de la diversification du financement. Au Nigeria et au Kenya, le renforcement des capacités du personnel interne permet aux organisations locales de fournir des services à la demande aux médias ou à d'autres entreprises, créant ainsi des sources de revenus supplémentaires pour poursuivre leurs activités. Au Bénin, une organisation de radio communautaire a mis en place un centre de formation et de coproduction dédié à la vérification des faits afin de résoudre les défis techniques de viabilité de ses membres.

2. Encourager les initiatives de développement des médias locaux

Il est également important de noter que de nouveaux acteurs entrent dans le paysage médiatique, démontrant la nécessité continue des médias d'intérêt public dans une démocratie fonctionnelle. Les organisations médiatiques de la région estiment généralement que **l'appropriation** locale peut croître si les initiatives locales reçoivent un soutien pour résoudre les problèmes identifiés localement, car leur compréhension approfondie du contexte augmente la probabilité de succès des projets. Par exemple, la Media Challenge Initiative (MCI), basée à Kampala, en Ouganda, est une organisation à but non lucratif axée sur la formation, le mentorat et l'équipement de la prochaine génération de journalistes pour transformer le paysage médiatique local. Le Centre pour l'Innovation et le Développement du Journalisme agit en première ligne pour lutter contre la désinformation et « amplifier la vérité » à travers sa plateforme [phare https://dubawa.org/](https://dubawa.org/)

Que faire ?

Inspiration pour les donateurs

1. Impliquer les partenaires locaux dès les premiers stades de l'identification et de la conception des projets afin de garantir que les interventions reflètent les priorités locales.
2. Augmenter les opportunités de financement direct pour les organisations locales, en faisant des bénéficiaires principaux plutôt que des sous-bénéficiaires.

Inspiration pour les organisations de développement des médias

1. Renforcer la capacité organisationnelle par le développement du personnel, le leadership et la gestion de projet afin de gérer les programmes financés par les donateurs en tant que bénéficiaires principaux.

2. Développer des mécanismes de financement alternatifs et des partenariats stratégiques pour réduire la dépendance au financement principal des donateurs.

Adaptation : Les organisations de développement des médias s'adaptent-elles avec succès à l'évolution de l'environnement médiatique et informationnel en Afrique subsaharienne ?



L'importance croissante de nouveaux acteurs dans l'écosystème de l'information, tels que les newsfluencers, et la prévalence de l'IA, forment acteurs du développement média pour s'adapter. Crédit : AFP/ Issouf Sanogo

Dans un monde en pleine transformation, notamment en raison de développements technologiques sans précédent, de crises politiques et sociales, personne ne peut échapper au besoin pressant de s'adapter à la nouvelle normalité.

En matière d'adaptation, les données de l'enquête montrent que, bien que l'adoption de l'innovation soit cruciale dans les organisations de développement médiatique, la gestion des risques, la réponse aux crises, le plaidoyer et la durabilité financière échouent. Les données montrent que moins de la moitié des organisations de développement média ont confiance en leur capacité à s'adapter.

Principaux enjeux

Less than half of organizations think they are appropriately adapting to the changing environment
(n = 11)

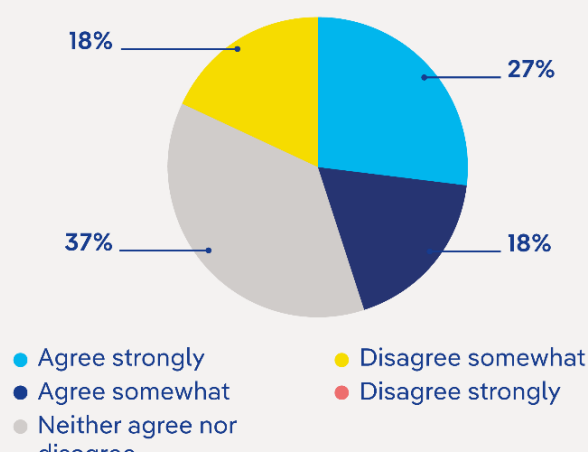


Figure 6 : Moins de la moitié des organisations pensent s'adapter de manière appropriée à l'environnement changeant (n = 11)

Les principaux défis auxquels les organisations de développement des médias sont confrontées, tels que rapportés par les répondants, sont les suivants :

1. **Le journalisme indépendant est en danger parce que les modèles économiques s'effondrent**

Il n'y a pas eu de solution concrète à la crise des revenus des médias traditionnels depuis la pandémie de COVID-19. Le journalisme de surveillance échoue à sa mission car les flux financiers se sont taris. Les journalistes qui ne perçoivent pas de salaire, par exemple, perdent la motivation

d'exercer leurs fonctions. Selon une organisation régionale opérant en Afrique australe, les rédactions ne peuvent pas se permettre d'investir dans le développement de contenu, et elles n'ont pas réussi à engager le public parce qu'elles manquent de soutien pour analyser régulièrement les besoins du public. Selon un interviewé nigérian, la plupart des médias ne peuvent pas maintenir leur infrastructure interne ni créer la capacité d'empêcher la désinformation de polluer leurs chaînes et de détruire leur réputation. La conséquence est la perte de crédibilité et de confiance au sein de la population. La domination du marché publicitaire par les grandes entreprises technologiques est également un facteur indéniable derrière la détérioration des revenus des médias grand public. Une organisation d'Afrique australe estime que des discussions importantes sur les relations avec les grandes entreprises technologiques doivent avoir lieu sur la manière dont les gouvernements vont réglementer les services OTT (over-the-top).

2. Les producteurs de contenu en ligne sont à la fois un défi et une opportunité

La plupart des interviewés estiment que les influenceurs, et plus généralement les producteurs de contenu en ligne en général, représentent le défi le plus critique auquel le secteur est confronté, en raison de l'impact menaçant qu'ils ont sur la survie du journalisme d'intérêt public. Au Zimbabwe, on pense que la montée des podcasts a été spectaculaire et également nuisible aux médias d'intérêt public ces dernières années. Cela s'explique par le fait qu'ils respectent à peine les règles et l'éthique minimales prescrites dans le secteur de la production et de la diffusion d'informations. Leur format controversé et sensationnaliste attire malheureusement davantage de téléspectateurs et compromet tout le débat autour de l'intégrité de l'information. Au Nigeria, une organisation locale les a qualifiés de « rapaces, rampants et destructeurs » pour l'industrie des médias. Dans la plupart des régions d'Afrique, surtout là où les processus démocratiques sont en crise, les influenceurs ont été cooptés comme alliés appropriés pour diffuser de la propagande et façonner l'opinion publique dans les tensions géopolitiques, y compris avec les puissances coloniales.

Cependant, une autre organisation en Afrique de l'Ouest croit fermement que même si les influenceurs amplifient la désinformation, ils représentent une opportunité pour les médias

73 %

73 % des organisations de développement des médias soutiennent des acteurs médiatiques non traditionnels (n = 11)

traditionnels de retrouver la confiance et la position privilégiée qu'ils ont perdues auprès du public. En Côte d'Ivoire, on pense que le modèle économique des créateurs de contenu peut inspirer les médias d'intérêt public. Au Kenya et au Ghana, les créateurs de contenu sont perçus comme des alliés plus efficaces que les médias traditionnels pour amplifier le contenu éducatif civique lors des élections ou pour diffuser les résultats de projets de reportage d'investigation à un public ciblé.

3. IA et transformation numérique, le talon d'Achille des médias grand public

Un autre défi majeur qui nécessite des mesures adaptatives de la part des acteurs du développement des médias est la transformation numérique que traverse l'industrie des médias et les opportunités considérables mais sensibles que l'intelligence artificielle peut offrir au développement du secteur des médias. En Afrique de l'Ouest, ce défi est perçu par les partenaires locaux comme un changement de survie, car les médias ne manqueraient plus jamais l'opportunité de l'IA, tout comme la plupart d'entre eux ont échoué à la transformation numérique de leurs organisations. L'architecture globale doit être examinée, des salles de rédaction jusqu'à la direction afin qu'ils puissent déterminer les outils d'IA nécessaires pour améliorer la production de contenu et les sources de revenus. Mais selon une organisation locale, un autre défi lié à la transformation numérique et à l'adoption de l'IA dans les rédactions africaines est l'incapacité des organisations médiatiques à investir dans des outils d'IA en raison de leur coût élevé.

Au Kenya, un autre sujet préoccupant est la manière dont les outils d'IA sont utilisés pour produire de la désinformation à grande échelle et comment cela exerce une pression croissante sur les médias en matière de vérification des faits.

4. Des lois répressives compromettent le journalisme d'intérêt public

Les organisations de développement des médias en Afrique de l'Est ont vu leurs opérations interrompues en raison de lois répressives visant à contrôler les organisations de la société civile. C'est le cas en Ouganda, où de nouveaux cadres réglementaires imposent aux donateurs de développement des médias de divulguer des informations qui violent leur vie privée et leurs règles internes. Dans certains cas, les ONG locales doivent disposer d'un conseil d'administration entièrement originaire du pays dans lequel elles opèrent afin d'être éligibles à un financement. En Côte d'Ivoire, la nouvelle loi sur la société civile renforce les obligations de responsabilité financière des ONG locales, invitant à un examen plus approfondi de leurs sources de financement.

Le dernier défi, mais non le moindre selon un répondant opérant en Afrique australe, est l'utilisation de lois répressives sur la cybersécurité qui criminalisent fermement les infractions liées à l'opinion. Les journalistes dans la plupart des pays africains ne sont plus jugés sous des lois spécifiques, comme le code de l'information. Au lieu de cela, la justice préfère utiliser des lois sur la cybersécurité, qui ne conviennent pas aux journalistes professionnels.

5. Les régimes autoritaires et les bouleversements géopolitiques étouffent la liberté de la presse

Selon un partenaire local de la région du Sahel, les voix critiques deviennent rares en raison des défis sécuritaires — physiques et en ligne — et des changements politiques. En réponse, certaines organisations proposent une assistance en sécurité numérique.

Avec le réalignement géopolitique de certains nouveaux régimes dans la région, la plupart des donateurs européens ont interrompu leur coopération avec les partenaires locaux. Malheureusement, la culture du financement par les donateurs n'est pas encore répandue auprès des alliés privilégiés de ces régimes, comme la Russie.

27 %

27,3 % des organisations de développement des médias offrent une assistance à la sécurité numérique (n = 11)

Besoins et priorités actuels

Dans un écosystème sans doute complexe, les organisations de développement des médias en Afrique subsaharienne font preuve de résilience dans leur réponse à différents défis à travers :

1. **Renforcement des capacités des créateurs de contenu afin d'assurer l'intégrité de l'information**

Il ne fait aucun doute que les créateurs de contenu sont des sources importantes de désinformation, car ceux qui opèrent dans ce secteur sont mal ou mal équipés des principes éthiques du secteur de la production d'information. Les organisations de développement des médias ont décidé qu'il leur incombait de leur mandat de les soutenir par le renforcement des capacités et le partage d'informations avec peu ou pas de financement. On retrouve des exemples de telles bonnes pratiques au Kenya, au Bénin et au Zimbabwe. Les créateurs de contenu sont soutenus pour atténuer les problèmes de sécurité numérique, en particulier pour les contenus générés par IA. On leur apprend à utiliser des outils d'intelligence artificielle pour être plus efficaces, notamment pour recueillir des preuves afin de produire leur contenu. Au Ghana, ils sont habilités à participer aux efforts visant à réduire la désinformation et la désinformation.

2. **Sauvegarder la crédibilité et l'intégrité**

Au Nigeria, on estime que chaque financement des donateurs est soutenu par un agenda politique ou idéologique, mais il devrait revenir aux partenaires locaux de détecter cet agenda caché et de défendre leurs principes et valeurs. Tous les interviewés ont déclaré avoir réussi à échapper, à un moment donné, à la poussée subtile des donateurs dans les conflits géopolitiques, notamment liés à la guerre russo-ukrainienne en cours. Au Ghana, un interviewé a déclaré que son organisation avait subi des pressions de la part d'un donateur pour travailler sur des sujets liés à la désinformation russe, mais elle a fermement maintenu sa position de ne pas compromettre des projets politiquement et géopolitiques.

Que faire ?

Inspiration pour les donateurs

1. Soutenir le développement institutionnel parallèlement aux activités de projet en adoptant une approche de financement mixte qui combine un soutien opérationnel et organisationnel.
2. Investir dans le développement des capacités à long terme dans des domaines tels que l'IA, la cybersécurité, la transformation numérique et la résilience organisationnelle.
3. Encourager des interventions qui privilégient les besoins identifiés localement et favoriser la collaboration entre les acteurs de l'écosystème.

Inspiration pour les organisations de développement des médias

1. Renforcer la résilience économique, institutionnelle, technique et sociale pour investir dans la durabilité organisationnelle.
2. Mener des recherches sur les tendances émergentes, documenter les leçons apprises et intégrer l'innovation dans les stratégies organisationnelles.
3. Développer les capacités du personnel en IA, cybersécurité, sécurité numérique et sécurité physique afin de rester réactif à un environnement médiatique en évolution rapide.

Conclusion

L'étude souligne les défis multiples auxquels sont confrontés les écosystèmes médiatiques d'Afrique subsaharienne. Les médias traditionnels présentent des symptômes aigus de morbidité, même si les organisations locales de développement des médias luttent pour empêcher le bateau du journalisme d'intérêt public de sombrer. À cet égard, ils optent pour la résilience, l'innovation et le plaidoyer afin d'obtenir plus de revenus pour soutenir leur mandat et pour lever les barrières à la liberté de la presse et à l'indépendance des médias.

Les contextes politiques dans de nombreux pays ont créé un environnement de travail plus hostile dans lequel une législation répressive, la forte dépendance des autorités de régulation envers les pouvoirs en place et la croissance rapide des technologies numériques ont rendu les professionnels des médias moins sûrs dans leurs fonctions. S'il existe un mot-clé capable de résumer les attentes de tous les répondants, ce serait « durabilité ». Les recommandations ci-dessous contiennent le fond de ce que les répondants estiment que l'écosystème médiatique doit retrouver son statut de quatrième pilier d'une démocratie fonctionnelle.

Recommandations clés

1. Développer une vision globale et systémique de l'écosystème du développement des médias plutôt qu'une approche fragmentée axée sur des interventions isolées
2. Développer avec les organisations médiatiques des modèles économiques adaptés en tirant parti du potentiel de l'intelligence artificielle et des technologies numériques
3. Développer une approche équilibrée pour localiser les interventions en impliquant les parties prenantes locales dans les phases de conception et de planification des projets, en mettant l'accent sur l'expertise locale

4. Encourager les gouvernements à favoriser une culture de financement pour les organisations locales de développement des médias et à établir des mécanismes de responsabilité afin d'éviter que les organisations sponsorisées ne soient compromises
5. Professionnalisez les organisations de développement des médias en veillant à ce qu'elles démontrent de solides compétences qui protègent l'intégrité et la crédibilité institutionnelles
6. Accroître les efforts de plaidoyer en établissant des partenariats avec des organisations de la société civile afin de promouvoir une législation appropriée protégeant les organisations médiatiques et le journalisme d'intérêt public
7. Prioriser le financement à long terme plutôt que de limiter les interventions à des projets à court terme

Références

Aukia, Jukka ; Cissé, Daouda ; Pihl, Marko ; Wiker, Anna-Maria. (janvier 2025). *Conditionnels : l'influence narrative de la Chine en Afrique subsaharienne*. Rapport de recherche sur les Hybrides CoE 13. Disponible sur : <https://www.hybridcoe.fi/publications/hybrid-coe-research-report-13-strings-attached-chinas-narrative-influence-in-sub-saharan-africa/>

Code pour l'Afrique, 2025. *Enquête CivicSignal : La pandémie perturbe encore les médias africains en 2025*. Disponible à : <https://research.civicsignal.africa/posts/stories/pandemic-still-disrupts-african-news-media-in-2025>

Bureaux gouvernementaux de la Suède. (8 décembre 2025). *Modifications du service extérieur suédois*. Disponible sur : <https://government.se/press-releases/2025/12/changes-to-the-swedish-foreign-service/#:~:text=Published%2008%20December%202025,Foreign%20Affairs%20Maria%20Malmer%20Stenergard>

Nantulya, Paul. (16 avril 2024). *La stratégie de la Chine pour façonner l'espace médiatique africain*. Centre africain d'études stratégiques. URL. <https://africacenter.org/spotlight/china-strategy-africa-media-space/>

Newman, N., Fletcher, R., Eddy, K., Robertson, C. T., & Nielsen, R. K. (2024). *Bulletin d'actualités numériques 2024*. Institut Reuters pour l'étude du journalisme. Université d'Oxford.
Reporters sans frontières, 2025. *Indice mondial de la liberté de la presse 2025*. Disponible sur : <https://rsf.org/en/world-press-freedom-index-2025-over-half-worlds-population-red-zones>

Reporters sans frontières, 2025. *Afrique : L'indépendance des médias est minée par la consolidation de la propriété et la pression des annonceurs*. Disponible sur : <https://rsf.org/en/classement/2025/africa>

Reporters sans frontières. (sd). *États-Unis : Le gel de l'aide étrangère de Trump plonge le journalisme dans le monde entier dans le chaos*. Disponible sur : <https://rsf.org/en/usa-trump-s-foreign-aid-freeze-throws-journalism-around-world-chaos>

Institut Reuters pour l'étude du journalisme, 2024. *Bulletin d'information numérique 2024*. Disponible à : <https://www.digitalnewsreport.org>
Fondation Thomson Reuters. (30 avril 2024). La Thomson Reuters Foundation publie 2023

Rapport annuel. Disponible sur : <https://www.trust.org/2024/04/30/thomson-reuters-foundation-publishes-2023-annual-report/>

UNESCO. (2022). Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias : Rapport mondial 2021/2022 en ligne. Disponible sur : <https://www.unesco.org/reports/world-media-trends/2021/en>